

Déclaration de la Commission exécutive confédérale CGT

Les résultats du premier tour des élections présidentielles françaises confirment les risques pour la démocratie, les droits des salariés et des citoyens.

Ils sont les résultats des politiques libérales, des lois régressives, des remises en cause des droits, comme des renoncements des gouvernements successifs à œuvrer véritablement pour la justice sociale et la réponse aux besoins sociaux et environnementaux. Pour autant, depuis des mois, de nombreux salariés et citoyens contestent ces choix, s’opposent aux mauvais coups, tels la loi travail et la loi Macron et se mobilisent avec leurs organisations syndicales, notamment la CGT.

Pour la deuxième fois dans le pays, sous la Vème République, une candidature d’extrême droite, représentée par le front national, sera présente au second tour des élections présidentielles. **C’est un danger pour la démocratie, la cohésion sociale et le monde du travail**. Les gouvernements, qui depuis 2002 se sont succédés sans jamais répondre aux aspirations légitimes à

plus de justice sociale, sans ouvrir de perspectives d'avenir meilleur, en portent une lourde responsabilité !

La CGT ne se résoudra jamais à accepter un tel scénario. Elle affirme que les salariés doivent, plus nombreux et plus fort, exprimer leurs attentes et leurs exigences revendicatives, faire grandir des mobilisations convergentes capables d'imposer un rapport de force pour gagner de nouveaux droits. Seul le progrès social favorise les solidarités, participe à combattre l'exclusion, les stigmatisations, les mises en concurrence.

L'utilisation des peurs, du terrorisme, les amalgames éhontés entendus lors de la campagne, la xénophobie, le racisme, le sexisme et l'homophobie, la préférence nationale ne résoudront pas les inégalités, le chômage et les bas salaires.
La CGT les combat et les combattra sans relâche ! Elle n'aura de cesse de faire barrage à l'extrême droite ! Pas une voix ne doit se porter sur sa candidate !

L'autoritarisme des gouvernements successifs, les engagements non tenus ou les reniements, le renoncement à une Europe sociale, les dénis de démocratie, l'utilisation à répétition du 49.3 et les politiques menées ont cultivé la désespérance et le fatalisme d'une partie de la population. Cela est renforcé par la casse de l'industrie et des services publics, la montée du chômage et de la précarité, l'abandon des zones rurales et périurbaines.

La CGT ne croit pas en l'Homme providentiel et c'est la raison pour laquelle, elle revendique une véritable démocratie et de véritables droits d'expression et d'intervention dans toutes les entreprises et les services. Elle propose des alternatives sociales comme, par exemple, l'augmentation des salaires, des pensions et minima sociaux, les 32 heures pour travailler toutes et tous, travailler mieux et moins.

La CGT appelle l'ensemble des salariés et des organisations syndicales à faire du 1er mai une journée de mobilisation, de lutte et d'expression revendicative exceptionnelle, une journée de rassemblement pour les droits des travailleurs, le progrès social, la liberté, l'égalité, la justice, la fraternité, la paix, la démocratie et la solidarité internationale.

Montreuil, le 25 avril 2017

Public: Infos Confédérales

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank